

Vers la souveraineté

Yves Beauchemin

Volume 33, numéro 1 (193), février 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31984ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beauchemin, Y. (1991). Vers la souveraineté. *Liberté*, 33(1), 88–108.

YVES BEAUCHEMIN

VERS LA SOUVERAINETÉ*

On a choisi comme co-présidents à votre commission deux illustres hommes d'affaires. Leur rôle prépondérant est renforcé par la présence additionnelle de six commissaires issus des milieux financiers. C'est donc dire l'intérêt que le gouvernement porte à l'aspect économique de l'avenir du Québec. D'autre part, le secteur de la culture n'est représenté que par une personne — deux, si on accepte d'y ajouter le représentant du milieu de l'éducation.

Cette situation m'a amené à certaines réflexions. En choisissant les membres de votre commission, le gouvernement vient-il de lancer un message discret aux Québécois? Et ce message pourrait-il se lire ainsi: «Lorsqu'il s'agit de choses aussi sérieuses que l'avenir d'un peuple, l'économie doit l'emporter sur la culture, car le bon sens exige que les questions de pain et de beurre passent avant tout»?

Si tel est le cas — et j'ose espérer que ça ne l'est pas — les travaux de cette commission risquent de donner lieu à un dérapage qui va nous éloigner des vrais problèmes et de leurs solutions.

Bien sûr, durant cette réflexion sur leur avenir collectif, les Québécois doivent avoir constamment à l'esprit le souci de leur bien-être et de leur prospérité économiques. Mais

* Mémoire présenté à la commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, le 20 novembre 1990 à Saint-Hyacinthe.

encore faut-il, dans toute cette histoire, ne pas oublier l'essentiel. Notre avenir ne peut avoir de sens que si nous conservons notre identité, et celle-ci repose sur la culture et la langue. Si tous les Québécois étaient anglophones — et l'histoire aurait pu faire en sorte qu'il en soit ainsi — nous ne serions pas ici à nous interroger sur l'avenir du Québec. Car il n'y aurait pas de Québec. Il n'y aurait qu'une région sans caractéristiques particulières autres que géographiques, faisant partie du Canada ou des États-Unis (certains disent que c'est la même chose), et notre destin, grosso modo, serait le leur.

Se demander si l'économie devrait, en dernier recours, l'emporter sur la culture, c'est se poser, à mon avis, un faux problème. La vraie question, n'est-elle pas de savoir comment l'économie peut aider notre culture et notre langue à s'épanouir, pour le plus grand bien-être de ceux qui la pratiquent? Je suis sûr que c'est dans ces termes que se pose pour vous le problème. Mais l'importance des enjeux actuels méritait, je crois, cette clarification. «Ce sont les mots bien définis qui dirigent une nation», remarquait l'écrivain Jean Éthier-Blais¹.

*

On ne peut parler de l'épanouissement du français au Québec en se confinant au seul cadre linguistique. Pourquoi? Parce que la langue est l'origine et l'expression la plus complète de notre société, qu'elle touche à tous les domaines et que tous les domaines la touchent, et particulièrement la politique. Les questions de langue mènent à la politique comme les fleuves mènent à la mer, ou les excès de boisson à la gueule de bois.

1. «Les intellectuels et l'avenir politique du Québec», *Le Devoir*, 26 octobre 1990, p. B-8.

Il y a quelques jours, en revenant de la quincaillerie, je me suis arrêté un après-midi dans une beignerie sur le Chemin de Chambly à Longueuil. Il y avait une dizaine de personnes dans le restaurant. Je me suis assis au comptoir et j'ai commandé un café. Une atmosphère familière et presque villageoise régnait là. La serveuse plaisantait avec des clients, deux femmes et trois hommes, manifestement de vieilles connaissances, qui se taquinaient et racontaient leurs petites histoires.

Dans mon dos, trois hommes étaient assis à une banquette et causaient affaires. Le plus jeune, sans doute un agent immobilier, discutait avec ses deux clients, des hommes dans la cinquantaine. L'agent avait une belle voix sonore et solide, atout considérable quand votre métier est de convaincre des gens de dépenser leur argent — et il savait bien s'en servir. La conversation se déroulait en grec et en anglais. On parlait d'acquisitions d'immeubles, de démolitions, d'emprunts et d'intérêts. Plus la discussion avançait, plus les gens utilisaient l'anglais. Ils le parlaient tous trois parfaitement, avec un léger accent, et ne s'occupaient absolument pas de ce qui se déroulait autour d'eux.

Alors soudain, malgré l'ambiance familière et chaleureuse qui m'entourait, j'ai eu l'impression d'être assis sur une bombe. Tout le Québec était là. Deux cultures occupant le même territoire. Un peuple majoritaire, francophone et bon enfant, avec des assises démographiques faiblissantes; et des allophones qui ne semblaient pas vivre au Québec, mais en Amérique, c'est-à-dire dans un continent massivement anglophone. Les deux groupes me semblaient dangereusement étrangers.

Que s'était-il donc passé? C'est que nous les avons longtemps considérés, justement, comme des étrangers, que nous commençons à peine à les accueillir avec notre cœur, nos deux bras ouverts et aussi avec les exigences nées de la fierté et du respect de nous-mêmes — et que ces allophones, il y a peu de temps, ne s'intégraient pas du tout à

notre peuple, parce que nous n'en ressentions pas le besoin, ni eux non plus, pour la plupart.

Heureusement, tout cela est aujourd'hui chose du passé. Mais dans la vie, vous le savez bien, les retards se payent toujours.

Avant de parler des conditions d'épanouissement du français au Québec, il faut avoir à l'esprit certaines données de base. Sinon tout risque de n'être que fleurettes et conversations de salon.

Ces données, à mon avis, sont au nombre de quatre:

1) en Amérique du Nord, les francophones forment 2% de la population;

2) notre système socio-politique actuel est le fruit d'une défaite militaire: celle des plaines d'Abraham, à Québec, en 1759;

3) les droits de la minorité anglo-québécoise sont en fait des privilèges conquis par les armes. Et l'expression «les deux peuples fondateurs» qu'on utilise parfois pour parler du Québec et du Canada anglais n'est tout au plus, à mon avis, qu'une formule de politesse qui manque de sincérité;

4) le Canada ne constitue pas une véritable fédération puisque le partage des pouvoirs n'est pas du tout ressenti comme un besoin fondamental par les Canadiens anglais, qui dominent neuf provinces sur dix et souhaitent un État unitaire et très centralisateur, ce qui est tout à leur avantage.

C'est en gardant ces données à l'esprit que je voudrais examiner avec vous les cinq conditions qui me semblent essentielles pour que le français quitte pour toujours son état de survie dans la douleur et l'inquiétude, et accède enfin à celui de l'épanouissement dans le plaisir et la sécurité.

Les conditions culturelles

Il y a d'abord les conditions culturelles et au premier rang parmi celles-ci:

a) *la qualité de l'enseignement*. Sans un enseignement de qualité, impossible d'espérer que le français soit encore une langue dynamique et vivante dans deux ou trois générations en Amérique du Nord. La pratique d'une langue doit se faire dans la rigueur et la précision, car elle conditionne l'exercice même de la pensée. Et un peuple qui perd le contrôle de sa pensée finit par perdre celui de son destin.

b) *un réseau de bibliothèques bien fourni*. La raison en est bien simple. La langue possède deux supports principaux: la parole et l'écrit. Comment espérer son épanouissement durable si on ne stimule pas le goût de la lecture?

c) *l'aide à la création*. La littérature n'est pas rentable dans un pays de moins de 10 millions d'habitants. Sans l'aide de l'État, écrivains comme éditeurs québécois sont condamnés à végéter dans la pauvreté et l'amateurisme. Comment espérer que le français se porte bien quand sa littérature se porte mal?

Une grande partie de notre stratégie de développement culturel nous échappe, parce qu'elle est dirigée par Ottawa et son pouvoir de dépenser (ou plutôt de s'endetter, diraient certains). Depuis des lunes, le Secrétariat d'État, le Conseil des arts, le ministère des Affaires extérieures et Radio-Canada livrent une concurrence féroce à notre ministère des Affaires culturelles et à son petit budget — qui l'empêche de porter légitimement son nom. Envahir est devenu une tradition. Le domaine de la culture est de juridiction provinciale? Voilà le moindre souci des stratèges fédéraux. En caricaturant à peine, on pourrait dire que la devise du MAC, c'est: «Je n'ai pas assez d'argent», et celle d'Ottawa: «Combien voulez-vous?».

Ottawa intervient aussi dans la recherche, dans l'enseignement postsecondaire et universitaire, dans l'enseignement aux adultes et aux immigrants (les COFI), imposant ses «normes nationales» (car il n'a pas le droit de légiférer). On rechigne? Il menace de fermer le robinet à subventions.

Jean Chrétien a répété bien des fois qu'il ne connaîtrait

de repos que le jour où le drapeau canadien flotterait devant chacun des cégeps du Québec.

Cela donne deux stratégies parallèles, avec l'incohérence, le doublage et les erreurs d'orientation qu'on peut deviner, financées toutes deux par les contribuables québécois.

L'Union des écrivains québécois a fait l'expérience amère de ce cafouillis organisé. Son président pourrait vous en parler longuement.

Et que dire de cette TPS sur le livre qu'on s'apprête à nous infliger? Tout le monde reconnaît ses effets désastreux.

— Nous corrigerons par des subventions, répond le fédéral.

— Nous aussi, répète son acolyte provincial.

Belle affaire! Par cette mesure aberrante (le livre n'a jamais été taxé), les politiciens réduiront les gens du livre à l'état de quêteux pour se donner le plaisir de leur faire l'aumône.

Communications: Les querelles dans ce domaine constituent une tradition canado-québécoise aussi solidement implantée que les parties de cabane à sucre et le *stampede* de Calgary.

J'attrape *Le Devoir* du 30 mars dernier et je lis le début d'un article de Gilles Lesage:

À l'heure de la société distincte, les télécommunications font l'objet d'un autre dialogue de sourds, sinon d'une guérilla entre les deux capitales. Tandis qu'Ottawa, fort d'un jugement de la Cour suprême, veut une seule politique pan-canadienne, Québec tente malaisément d'établir un front commun inter-provincial [front qui s'est effondré, bien sûr] qui lui permettrait de retenir la parcelle de pouvoir qu'il a sur ce secteur névralgique. On est loin de la maîtrise d'œuvre que les gouvernements précédents réclamaient depuis 20 ans (p. 1).

Téléfilm Canada: Ici, l'histoire tourne à la farce. Le Canada aide bien étrangement le Québec à profiter de ses liens avec la mère-patrie. Louise Cousineau, dans *La Presse* du 15 septembre, nous apprenait que la France coproduit avec le Canada... mais majoritairement en anglais!

[...]depuis 1987, le total des co-productions France-Canada en anglais est de 121 millions de dollars, alors qu'en français, il est de 56,3 millions [...]. Pour l'année 90, la situation est encore plus dramatique. Une seule coproduction de 1,3 million sera réalisée en français alors qu'il y en aura quatre pour 50 millions en anglais (p. D-2).

Une pareille aberration se serait-elle produite si ces programmes avaient été coordonnés par un Téléfilm Québec?

Le ministre fédéral Marcel Masse a promis d'apporter les correctifs nécessaires. Bravo. Mais que serait-il arrivé si le poste de M. Masse avait été occupé par un anglophone?

Bibliothèques: Nos bibliothèques sont en très mauvaise posture. Seulement 20% d'entre elles répondent aux normes de l'UNESCO, nous apprenait Jocelyne Lepage dans *La Presse* du 21 octobre dernier (p. C-1 et C-5). Est-il normal, dites-moi, ou même prudent, que le seul État français d'Amérique du Nord possède le réseau de bibliothèques sans doute le plus incomplet et le plus mal fourni?

Gageons qu'elles seraient mieux équipées si les contribuables québécois cessaient de financer les politiques culturelles d'Ottawa établies la plupart du temps pour satisfaire les besoins de la majorité anglaise.

Les conditions démographiques

Une langue et une culture sont des phénomènes incarnés dans une population. Toute langue pour s'épanouir a besoin:

a) *d'un nombre suffisant de locuteurs*: En 1970, l'indice

synthétique de fécondité au Québec passait sous le seuil du 2,1, minimum requis pour assurer le renouvellement de sa population. La chute s'est poursuivie jusqu'à ce que le Québec détienne avec l'Allemagne de l'Ouest le record mondial de la dénatalité. Une langue parlée par un peuple qui n'arrive pas à se renouveler fera tôt ou tard comme lui: elle s'éteindra.

Si on veut éviter cela, il nous faut une politique familiale dynamique et audacieuse.

— Mais l'immigration peut compenser ce manque à gagner, diront certains.

À certaines conditions.

b) *d'une immigration bien intégrée.* Un Québec si gravement affecté par la dénatalité a un besoin vital d'immigration. Elle constituera pour lui un apport enrichissant, à condition qu'il puisse l'intégrer. C'est comme la nourriture: les meilleurs aliments sont inutiles et même dangereux si on n'arrive pas à les assimiler.

Pour cela, le pays hôte doit posséder *les pouvoirs politiques et les sommes nécessaires*. Au Canada, l'immigration est de juridiction fédérale. C'est donc la majorité anglaise qui a le dernier mot dans le choix et les politiques d'intégration des immigrants qui arrivent au Québec. La nature humaine étant ce qu'elle est, le Canada anglais veille à ses intérêts avant de veiller aux nôtres. Cette situation dangereuse doit cesser.

Cela dit, l'immigration n'est pas une eau de jouvence pour peuple vieillissant. Je ne crois pas qu'il soit très sage pour les francophones de confier la transmission de leurs valeurs culturelles et la procréation de leurs enfants en sous-traitance, particulièrement dans le contexte anglicisant qui est le nôtre. Ce que les États-Unis ont pu faire avec un succès éclatant à cause de leur taille, de la prédominance de leur culture et du contrôle complet de leur appareil politique n'est tout simplement pas à la portée du Québec d'aujourd'hui.

Les Québécois, comme toute collectivité qui se sent fragile, se sont montrés longtemps frileux et méfiants envers l'étranger; mais à mesure que leur sentiment de sécurité culturelle et politique s'affermirait, ils s'ouvrent de plus en plus chaleureusement à l'immigration. Le meilleur remède contre la xénophobie, c'est le sentiment pour un peuple de diriger son destin.

Un contrôle complet des lois sur l'immigration est un des ingrédients de ce remède.

En 1977, une entente avait été conclue entre Québec et la capitale fédérale pour accorder au premier un certain rôle dans la réception et l'intégration des immigrants, domaine de juridiction fédérale. L'entente Cullen-Couture, qui aurait pu être désavouée n'importe quand par Ottawa, devait être constitutionnalisée dans les défunts accords du lac Meech. Malgré l'échec du 23 juin, les premiers ministres Mulroney et Bourassa avaient convenu de négocier bilatéralement la partie de ces accords concernant l'immigration. Il y a quelques semaines, la signature était imminente. Or le 26 octobre, monsieur Mulroney annonce qu'il attendra la publication du rapport de votre commission avant de prendre une décision finale. Le chantage serait-il une nouvelle façon de donner le goût du Canada?

Bien plus: le même jour, la ministre fédérale de l'immigration, madame McDougall annonce une augmentation des quotas pour le Canada. En cinq ans, le pays va accepter 1,6 million d'immigrants. Ottawa fournira 200 millions aux provinces pour aider à les accueillir. Mais tous leurs frais de scolarisation restent à la charge de ces dernières.

Déjà, au Québec, l'insuffisance des budgets force des milliers d'immigrés à attendre un an et plus avant de pouvoir suivre des cours de français. Voilà, vous en conviendrez, une bien curieuse façon de les franciser.

Or Agnès Gruda, dans *La Presse* du 29 octobre dernier, faisait remarquer que les obligations du Québec à ce sujet sont bien plus lourdes que celles des autres provinces: seu-

lement 30% des immigrants arrivent chez nous en sachant parler le français, alors que 50% des immigrants qui s'établissent dans le reste du Canada connaissent déjà l'anglais — et pour l'autre moitié, le contexte nord-américain s'en charge!

La manœuvre d'Ottawa serait-elle une tentative indirecte — ou inconsciente — d'ébranler la position fragile des francophones sur l'île de Montréal en utilisant la stratégie de l'inondation?

En 1951, les francophones de l'île de Montréal formaient 64,2% de la population. En 1986, ils n'étaient plus que 59,9%. Et les projections pour 1996 les placent entre 56,5% et 57,3%².

Le jour où ils auront perdu la majorité, on pourra faire une croix sur l'avenir du français en Amérique.

Les conditions économiques

Il ne pousse pas de culture en santé sur une économie malade.

Il ne pousse pas de culture autonome et dynamique sur une économie dominée. Pourquoi? Parce que la culture n'est que l'expression de l'économie.

Un peuple désireux d'assurer l'épanouissement de sa langue doit détenir les leviers essentiels de son économie. Et plus il est prospère, mieux sa langue se porte. L'anglais s'est répandu à travers l'Occident grâce à un tapis magique: le dollar américain. Voilà pourquoi des écrivains comme John Irving ou Stephen King sont mieux connus qu'un écrivain comme Ahmadou Kourouma. La différence ne réside pas dans leur talent, mais dans les PNB respectifs des États-Unis et de la Côte d'Ivoire.

2. Michel Paillé, *Nouvelles tendances démolinguistiques dans l'île de Montréal*, Conseil de la langue française, Montréal, mai 1989, p. 93-108.

Pour ce qui est d'Ottawa, je m'en tiendrai à un seul dossier, et tout ce qu'il y a d'actuel: la bataille qui fait rage entre l'Hydro-Québec et l'Office national de l'énergie en ce qui a trait au projet hydro-électrique de Grande-Baleine. L'ONE refuse d'accorder au Québec une licence d'exportation d'électricité vers New York et le Vermont avant que le gouvernement fédéral n'ait effectué ses études environnementales. Or Hydro-Québec a investi depuis 15 ans 50 millions de dollars pour de telles études³.

La partie de bras de fer qui vient de s'engager déterminera qui, du Québec ou d'Ottawa, détient la responsabilité de l'aménagement du territoire québécois.

La question est loin d'être théorique. Elle met en jeu des contrats de 22 milliards et des amendes de 4 milliards si la livraison d'électricité n'a pas lieu aux dates prévues.

On imagine les répercussions terribles sur notre vie collective de pertes de 26 milliards par le Québec. Elles paralyseraient ou ralentiraient notre développement dans tous les domaines; la langue et la culture n'y échapperaient pas.

Que cherche Ottawa? À casser le Québec?

La vice-première ministre, madame Bacon, répond aux autorités fédérales: «[...] il est absolument essentiel que tous les éléments de [...] [notre] avenir [économique] soient contrôlés par la collectivité québécoise, comme cela a été le cas jusqu'ici»⁴.

Les indépendantistes ne font qu'appliquer à notre avenir tout court le principe que madame Bacon, avec un bon sens certain, invoque pour notre avenir économique.

Les conditions linguistiques

Les conditions linguistiques pour l'épanouissement du

3. Déclaration de M. Richard Drouin, président du conseil d'Hydro-Québec, *Le Devoir*, 26 octobre 1990, p. A-2.

4. *Idem*.

français au Québec apparaissent avec clarté à un nombre grandissant de Québécois; on peut les décrire par une formule toute simple: l'unilinguisme français.

Pourquoi l'unilinguisme français?

Tout simplement parce que deux cultures ne peuvent s'épanouir dans le même espace linguistique. Le Québec, après tout, n'est pas élastique! Si l'anglais prend plus de place, le français en prendra moins. Et si le français prend plus de place, l'anglais devra en prendre moins.

Bien des gens croient que l'unilinguisme anglais est le plus grand ennemi du français. Or cet unilinguisme porte en lui son propre remède: la provocation. Il dispense quotidiennement aux francophones une leçon de choses âpre et dure, pleine d'enseignements utiles, qui les stimule et les force à réagir. C'est du café.

Mais le bilinguisme, lui, qu'un organisme comme Alliance Québec voudrait voir s'étendre à l'échelle du Québec, est autrement pernicieux. Je le comparerais à du valium. Absorbé à petites doses, mais d'une façon continue, il amollit, endort et finit par empoisonner, entraînant doucement la victime dans un coma irréversible.

Je parle — notez bien — du bilinguisme *collectif*, celui qu'on cherche à imposer à tout un peuple, et non du bilinguisme *individuel*, qui est une richesse.

— Allons donc! le bilinguisme, pernicieux à ce point? Pourquoi?

Pour plusieurs raisons.

D'abord parce qu'il possède une apparence de modération et de justice qui le rend comme inattaquable: chacun sa langue, pratiquons la bonne entente, les peuples fondateurs doivent marcher main dans la main, etc.

Mais, en fait, le bilinguisme *déforme la réalité québécoise*. Il rapetisse la majorité francophone de 83% à 50% et grossit la minorité anglophone de 11% à 50% — tandis que le reste du continent, lui, se garde bien de le pratiquer! (Le bilinguisme de façade, très bureaucratique et limité, pratiqué

dans certaines provinces canadiennes pour consoler leurs minorités déclinantes, ne doit pas nous leurrer.)

Le bilinguisme exerce un effet dévastateur sur notre inconscient collectif. Il sape notre confiance en nous-mêmes: il rétrécit notre âme. Que nous dit, en effet, une affiche bilingue? En termes feutrés mais très clairs, elle nous souffle à l'oreille: «Tu n'es pas le seul maître chez toi».

Si la langue d'un pays n'occupe pas tout son espace culturel, c'est que ceux qui la parlent n'occupent pas tout le pays.

Avec le bilinguisme, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le français au Québec ne sera plus *la* langue, mais *une* langue, *une des deux* langues et bientôt peut-être, grâce à la mode du multiculturalisme, *une langue parmi d'autres*. — Le Québec, affirmait en 1987 Michael Goldbloom, ex-président d'Alliance Québec, est *une société de minorités*⁵.

Le bilinguisme est un puissant instrument d'assimilation. Pour les immigrants. Pour les francophones.

Pour les immigrants, il fait de l'anglais le *commun dénominateur*, le véhicule amphibie tout-terrain qui permet de circuler et de se débrouiller dans toute l'Amérique du Nord et en toutes circonstances. *En somme, il rend le français inutile*. Dans un Québec bilingue, notre langue finirait par jouer le rôle de la lampe à l'huile à côté de l'ampoule électrique, ou celui du microsillon par rapport au disque laser, et se retrouverait tôt ou tard au royaume des inventions dépassées, c'est-à-dire au musée.

«À sa manière, faisait remarquer le premier ministre René Lévesque, chaque affiche bilingue dit à l'immigrant: — Il y a deux langues ici, le français et l'anglais; on choisit celle qu'on veut. Elle dit à l'anglophone: — Pas besoin d'apprendre le français, tout est traduit.»

Le bilinguisme décourage les immigrants d'apprendre

5. *Le Devoir*, 21 mai 1987.

une deuxième langue (qui en est souvent une troisième). N'oublions pas que pour l'immense majorité des gens, l'apprentissage d'une langue est une entreprise pénible. Seule une infime minorité s'y adonne comme à un loisir culturel. L'immigrant qui s'efforce d'apprendre une langue étrangère ne le fait en général que pour une seule raison: mieux vivre. Et s'il en vient à la conclusion que c'est l'anglais qui lui procurera ce mieux-vivre, sa décision ne se fera pas attendre. Le mathématicien Charles Castonguay a évalué le résultat de toutes ces décisions individuelles: en 1986, sur 102 990 allophones qui avaient abandonné au cours des années l'usage de leur langue maternelle à la maison, 73 585 avaient opté pour l'anglais⁶.

Le bilinguisme est un puissant instrument d'assimilation pour les francophones aussi.

Gardons à l'esprit que la francophonie nord-américaine (massivement concentrée au Québec) représente à peine 2% de la population continentale. Un morceau de sucre à côté d'un gallon de café!

Le bilinguisme augmentera nécessairement l'énorme pression culturelle qui s'exerce déjà sur cette petite *société* (comme on aime désormais nous appeler). Les effets de cette pression sautent déjà aux yeux. 45% des usagers québécois francophones de micro-ordinateurs à domicile n'ont aucun logiciel en français, 67% de ceux qui utilisent des jeux vidéo le font en anglais⁷. Entre 1976 et 1982, la proportion du temps d'écoute de la télévision anglaise chez les Montréalais francophones est passée de 14,2% à 20,5%, soit une augmentation moyenne de 1% par année. Le Bureau de la statistique du Québec nous apprend qu'entre 1987 et

6. Charles Castonguay, «Virage démographique et Québec français», dans *Cahiers québécois de démographie*, janvier 1988, p. 57.

7. Voir Daniel Monnier, *Le Français sur la touche*, Conseil de la langue française, Montréal, 1988, p. 141.

1989, à l'échelle du Québec cette fois, la proportion des francophones qui écoutent habituellement la télévision de langue anglaise est passée de 9,9% à 13,2%, ce qui laisse entendre que le français a continué de reculer dans la région montréalaise.

Et que dire du français langue de travail? Treize ans après l'adoption de la loi 101, 50% seulement des entreprises possèdent leur certificat de francisation. Elles ne sont soumises à aucun suivi et une bonne partie d'entre elles ne le méritent sans doute pas. Il est très symptomatique, d'ailleurs, qu'Alliance Québec, si allergique à la progression du français chez nous, ne se soit jamais plaint des dispositions de la loi 101 concernant la langue de travail.

On pourrait passer des heures à allonger ainsi la liste grise de nos reculs.

L'obligation de partager son espace culturel avec une langue étrangère exprime toujours une défaite ou un état de faiblesse pour quelqu'un. Si Adolf Hitler avait gagné la guerre de 1945, Paris serait bilingue: français-allemand.

Dans ce fameux dossier linguistique, les amateurs de chicane ont des morceaux de choix. Pensons à la loi 101. Ou plutôt à sa démolition systématique depuis 1979. Le Canada anglais a fait un très joli travail à ce sujet. Et ce n'est pas fini. Malgré la volonté de plus en plus manifeste d'une majorité grandissante de Québécois, le statut du français au Québec se dégrade. L'objectif visé par Ottawa est clair: c'est le bilinguisme, antichambre de l'assimilation.

Et en attendant que la loi 101 devienne purement décorative, le fédéral vote des législations dont le but est d'entrer en collision avec ce qui en reste. Il y a la Loi sur les langues officielles et aussi cette loi C-72 qui fait la promotion du bilinguisme au Québec dans les syndicats, les organismes bénévoles, etc.

Pendant ce temps, on continue de se promener dans un Québec bizarre et schizophrénique. Si on fait le plein chez Esso, tout est français. Mais si on va chez Pétro-

Canada, ça devient bilingue. Quand on file sur la route, l'affichage parle notre langue. Mais dès qu'on traverse un pont, l'anglais apparaît: eh oui, les ponts, les ports et les rives du Saint-Laurent sont des territoires bilingues de juridiction fédérale, de même que les bureaux de poste, ceux d'assurance-chômage, d'immigration, Radio-Canada, etc.

Cette stratégie fédérale multiforme, continue et envahissante nous ronge de toutes parts. Le français ne pourra connaître un véritable épanouissement que le jour où le Québec pourra assurer lui-même — et seul — son avenir linguistique et culturel.

Les conditions politiques

Contrôler les leviers de la démographie, de l'économie, de la culture et de la langue, c'est en fait exercer la plénitude du pouvoir politique. Cela revient à dire que le français ne pourra s'épanouir de façon durable chez nous que dans un pays souverain — et cette conviction est aujourd'hui partagée par au moins 61% des Québécois. En fait, elle repose sur une idée toute simple: on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Quand on arrive à ces questions de pouvoir, la chicane Ottawa/Québec prend une allure lamentable. Je pense, en premier lieu, à ce cancer interminable qu'a été l'échec des accords du lac Meech. Il nous a laissé un goût amer dans la bouche. Mais les Québécois y auront appris une chose: en rejetant les si modestes demandes du premier ministre Bourassa, le Canada anglais nous a clairement refusé une reconnaissance même symbolique. Les Canadiens sont prêts à nous accepter tels que nous sommes... à condition que nous soyons identiques à eux! Le français pourra s'épanouir au Québec, à condition qu'il ne gêne pas la progression de l'anglais. En fait, le Canada est devenu inhabitable pour le Québec. Le statut de «province comme les

autres» est comme un vêtement trop petit qui est en train de nous étouffer.

Nous demandions un minimum de justice. On nous en refuse même l'apparence. Mais, sans le vouloir, on nous a indiqué la voie à suivre, qui est celle de nos intérêts et de notre dignité.

— Pourtant, me répondront certains, jamais notre langue et notre culture n'ont été si florissantes. Que nous apporterait de plus l'indépendance?

Certes, lorsqu'on la regarde aujourd'hui, la culture québécoise déborde de dynamisme. Le nombre, la diversité et la qualité des écrivaines et des écrivains québécois en sont bien la meilleure preuve. Qu'on en juge: notre production d'ouvrages littéraires est passée de 209 livres en 1971 à 521 en 1989. Et si on examinait la production des revues, des disques et des films québécois, on ferait des constatations analogues.

Ajoutons à cela que jamais, depuis 175 ans, la langue française n'a eu autant de locuteurs au Québec, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage de la population. D'après les données les plus récentes, le français est parlé chez nous par 83,5% de la population, l'anglais par 11%, le reste étant constitué d'allophones. C'en est assez pour en reconforter plus d'un.

— Voyez les progrès que nous avons accomplis depuis deux siècles, disent-ils en raillant ce qu'ils appellent notre alarmisme. À chaque génération, des Cassandre prédisent notre mort certaine, et pourtant nous sommes plus vigoureux que jamais.

Il faut répondre à cela que nos prédécesseurs n'ont pas toujours eu tort de s'alarmer: à maintes reprises dans son histoire, la culture française au Québec a effectivement connu de grands périls, et s'il ne s'était pas trouvé chez nous de ces esprits incurablement inquiets pour nous alerter à leur sujet et proposer des solutions, il y a gros à parier que le Québec d'aujourd'hui parlerait anglais.

Après tout, n'est-ce pas, à la veille de tomber malade, un homme est habituellement en bonne santé.

L'intellectuel romain qui au IV^e siècle s'inquiétait des symptômes de la décadence de l'Empire se faisait sans doute répondre par les élites rassises que, depuis sa naissance sur les bords du Tibre mille ans plus tôt, la puissance romaine n'avait cessé de croître, qu'elle avait affronté des rivales bien plus redoutables que les hordes germaniques et que l'Empire n'avait jamais été aussi grand. Mais un siècle plus tard, qu'en restait-il?

Plus près de nous dans l'espace et dans le temps, il y a l'exemple de la Louisiane.

En 1825, nous rappelle Réginald Hamel⁸, on joua en français sur les tréteaux de la Nouvelle-Orléans plus de 61 pièces, dont 31 opéras. C'était sans doute bien plus et bien mieux qu'on ne pouvait faire à Montréal à la même époque. Cela n'a pas empêché la littérature louisianaise de devenir, avant la fin du même siècle, un sujet pour historien.

Le Québec, inquiet au sujet de son avenir, voudra profiter des enseignements qui se dégagent de l'histoire de la Louisiane et de la Franco-Américanie et de tous ces lieux où, faute de contrôler les pouvoirs politiques, les francophones ont vu leur vie culturelle s'étioler, puis disparaître.

La vraie cause de la disparition de la Louisiane francophone ne résidait pas dans sa sous-fécondité. Elle a tenu d'abord à son incapacité, faute de contrôler le pouvoir politique, d'intégrer la forte immigration allogène, anglophone ou anglicisable, qui s'est établie sur son territoire.

Cette constatation est porteuse pour nous de bien des enseignements.

*

8. *La Louisiane créole*, tome 1, Montréal, Leméac, 1984, p. 108.

Que tirer de tout cela? Que notre langue et notre culture ne se sont jamais si bien portées, mais que cette floraison risque d'être un chant du cygne si les Québécois ne profitent pas des chances que leur offre l'histoire. Car ce Québec démographiquement affaibli, qui n'arrive pas à intégrer comme il le devrait ses immigrants, est terriblement fragile.

Pourtant, après avoir connu trente années passablement bousculantes et, à partir de 1980, une longue période de déprime qui vient de s'achever, les Québécois semblent reprendre confiance. Signe des temps, leur taux de natalité est en train de remonter. Aux dernières nouvelles, il s'établissait à 1,51 et la progression semble vouloir se continuer, nous apprenait la démographe Madeleine Rochon. Si elle traverse la récession, tous les espoirs sont permis, à condition de les garder modestes.

Il n'y a pas si longtemps, neuf émigrants sur dix s'anglicisaient chez nous et cela était flagrant dans le choix de la langue scolaire. Oh! rien n'est encore gagné. Mais quelques signes encourageants se manifestent. En 1983, 59% des allophones provenant du secondaire français choisissaient de fréquenter un cégep francophone. L'an dernier, cette proportion s'établissait à 81%.

Et que dire des progrès que nous avons accomplis dans le monde des affaires! Les Québécois découvrent avec ravissement le commerce et l'industrie — et le pouvoir de l'argent. Le dynamisme et l'esprit inventif de nos PME font l'envie de tout le Canada. Des ensembles puissants s'affirment de plus en plus. Les affaires sont presque devenues une religion.

Pourtant, les soucis ne manquent pas.

«La CECM renonce à imposer le français dans les corridors de ses écoles», titrait *La Presse*, le 27 juin dernier. Aveu d'impuissance?

«Le nombre des non-francophones augmente cinq fois plus rapidement que celui des francophones dans l'île de

Montréal, lisait-on le 2 juin dernier dans *La Presse*, qui citait une étude de Michel Paillé du Conseil de la langue française.

L'anglicisation menace toujours Montréal, affirmait le professeur américain Marc Levine le 17 septembre dans le même journal. La cause: le succès de l'establishment francophone en affaires — et la ville elle-même qui veut devenir un centre d'affaires international en faisant la promotion de son bilinguisme!

Nous avons beaucoup de cartes en main: plusieurs bonnes — et quelques mauvaises. C'est à nous de jouer. Maintenant.

Quelle est la principale condition de survie et d'épanouissement de notre langue? Je vous réponds sans ambages: la souveraineté. Nous avons tellement travaillé depuis deux siècles pour préserver cette langue. Maintenant, c'est de souveraineté qu'elle a besoin. Notre bonheur collectif en dépend.

Est-ce que la souveraineté comporte des risques? Bien sûr, comme la liberté, comme la vie. Est-ce qu'elle est dangereuse? — Non, répond la maison de courtage Merrill Lynch. — Non, répond la Commission de services publics du Vermont; loin de constituer un danger, elle accroîtrait la fiabilité de nos exportations en électricité⁹. — Non, répond David Laidler de l'Institut de recherche C.D. Howe, qui croit en la viabilité d'une monnaie québécoise, même s'il préfère l'union monétaire avec le Canada¹⁰. — Non, répond la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, qui, malgré sa préférence pour une appartenance canadienne, note que l'économie québécoise est «intrinsèquement viable»¹¹. — Non, répondait récemment le Mou-

9. Maurice Girard, *La Presse*, 15 octobre 1990, p. A-4.

10. *La Presse*, 19 septembre 1990, p. B-4.

11. *La Presse*, 16 novembre 1990, p. B-4.

vement Desjardins à la suite d'un vaste sondage interne. — Non, répondent 61% des Québécois avec une assurance et une sérénité impressionnantes. — Oui, lance Jean Chrétien, vous allez tous en crever!

À qui s'adresse-t-il? À nos peurs. En espérant qu'elles soient les plus fortes. Et pourtant, la peur fait partie de la vie. S'il veut s'épanouir, chacun doit apprendre à la dominer. C'est ce que nous faisons tous: le chirurgien qui entre dans le bloc opératoire pour sa première intervention, la jeune diplômée en administration qui fonde sa compagnie, l'apprenti chauffeur d'autobus qui, un bon matin, se lance seul dans son circuit, l'institutrice qui se présente devant sa première classe, le petit garçon de six ans qui voit sa première institutrice.

Dans ce débat vital sur l'avenir du Québec, tabler sur nos petites peurs plutôt que sur notre ingéniosité et notre courage, c'est comme décourager une femme d'avoir un enfant sous prétexte que certains accouchements s'accompagnent parfois de complications. Ça n'est pas très joli.

Personne n'aime la peur. Mais bien des joies passent par elle.

Car lorsqu'on l'a traversée, au bout il y a la vie.